

[Imprimer cet article](#) | [Fermer cette fenêtre](#)

Il faut renforcer l'euro avant qu'il ne soit trop tard-experts

mardi 20 septembre 2016 01h14

BERLIN, 19 septembre (Reuters) - L'euro va-t-il survivre à la prochaine crise majeure?

Un nouveau rapport inspiré par Jacques Delors, architecte de la monnaie unique, dit qu'elle n'y survivra probablement pas et appelle les dirigeants politiques à adapter dès maintenant l'union monétaire européenne afin d'éviter son explosion.

Le rapport, intitulé "Réparer et préparer : renforcer les économies européennes après la crise", est publié à une époque où même les plus ardents défenseurs de l'euro sont prudents en matière de renforcement de l'intégration européenne, après le vote des Britanniques pour une sortie de l'Union européenne.

Les auteurs, universitaires, membres de clubs de réflexion ou anciens dirigeants politiques à travers l'Europe, reconnaissent qu'une réforme de l'euro sera impopulaire après des années de crise économique et de chômage. Mais ils estiment que l'Europe ne peut pas se permettre d'attendre.

"Dans sa forme actuelle, l'UEM (l'Union économique et monétaire) n'est pas viable à long terme. La crise actuelle l'a poussée à ses limites, et la prochaine crise risque de la faire exploser", écrivent-ils.

Les auteurs du rapport de 38 pages, en gestation depuis avant le vote pour un Brexit, proposent un plan en trois étapes pour consolider l'euro, qu'ils jugent politiquement réalisable.

Dans un premier temps, pour consolider l'euro, ils proposent des "solutions rapides" comprenant un renforcement du mécanisme de stabilité de la zone euro, un renforcement de l'union bancaire et une amélioration de la coordination en matière de politiques économiques qui n'exige pas de modifier les traités.

Ces mesures seraient suivies de réformes structurelles et d'investissements, avant une troisième étape dans laquelle la zone euro s'engagerait vers une structure plus fédérale. Ce stade final, le plus controversé, prendrait une décennie ou plus à se réaliser et est présenté comme important mais optionnel.

L'étude a été coordonnée par Henrik Enderlein, professeur d'économie politique à Berlin, et par l'ancien président du conseil italien Enrico Letta, tous deux de l'Institut Jacques Delors, avec Joachim Fritz-Vannahme de la fondation Bertelsmann. (Noah Barkin, Juliette Rouillon pour le service français)

© Thomson Reuters 2016. All rights reserved. Users may download and print extracts of content from this website for their own personal and non-commercial use only. Republication or redistribution of Thomson Reuters content, including by framing or similar means, is expressly prohibited without the prior written consent of Thomson Reuters. Thomson Reuters and its logo are registered trademarks or trademarks of the Thomson Reuters group of companies around the world. Thomson Reuters journalists are subject to an Editorial Handbook which requires fair presentation and disclosure of relevant interests.

Thomson Reuters journalists are subject to an Editorial Handbook which requires fair presentation and disclosure of relevant interests.